

Du 17 octobre 1961 aux accords d'Evian : L'engagement des métallos de la CGT

Alain Stern qui présidait le débat organisé par l'IHS CGT Métallurgie le 29 Avril 2012 à Montreuil introduit le débat : « Il ne me semble pas nécessaire de souligner ici l'importance qu'a revêtu pour nous la lutte pour la paix, contre les conséquences du colonialisme et contre la « sale guerre » d'Algérie. Nous sortions alors d'une bataille contre le fascisme, puis contre la guerre froide – avec l'appel de Stockholm –, puis contre la guerre d'Indochine, et cet événement a concentré l'essentiel de notre activité pendant la période. Nous n'avons sans doute pas fait tout ce qu'il aurait fallu mais ce fut quand même un moment important tant pour notre vie personnelle que syndicale. Ce fut aussi un moment de solidarité et de fraternité dans les entreprises où il fallut parfois faire face à des situations difficiles, nos camarades algériens étant divisés entre MNA entre FLN, mais où nous n'avons jamais cédé ».

Intervention de Claude Ven, président de l'IHSCGT Métallurgie



2012 est l'année du cinquantième anniversaire des accords dits « **d'Evian** ». A quelques jours près, nous célébrons la signature de la

« **déclaration générale des deux délégations du 18 mars 1962** » puisque tel est le titre exact de ce texte. Cela signifiait le cessez-le-feu après huit années de conflits. Huit années d'une guerre coloniale que l'on persistait à qualifier, il y a encore quelques années, d'« événements ». Ces « événements » qui ont bouleversé des vies, détruit des existences, transformé notre pays et notre regard sur nous-mêmes et ceux qui nous entourent.

Si l'Histoire circonscrit ces événements entre le **1^{er} novembre 1954** et le **18 mars 1962**, nous savons que, tant par leurs causes que leurs conséquences, ils débordent largement de ce cadre. On peut vouloir en situer le premier acte aux massacres de **Sétif le 8 mai 1945**, étouffés par l'euphorie de la victoire sur l'Allemagne nazie, mais l'origine de tout cela est bien le débarquement des troupes coloniales françaises près d'Alger en **juin 1830**.

Pour ce qui est des mois qui suivirent les accords d'Evian, ils furent le théâtre d'une radicalisation, d'un déchaînement d'actes de désespoir et d'un terrorisme aveugle. Quant aux conséquences elles persistent, comme autant de blessures mal soignées, à maintenir souffrance et méfiance non seulement entre deux nations mais au cœur même de nos cités, au sein de la population française d'aujourd'hui.

S'il est vain de vouloir cantonner cette guerre entre deux dates, il est tout aussi

illusoire d'en limiter le périmètre à l'autre rive de la Méditerranée. Une part importante de ce conflit s'est nouée, décidée et déroulée sur le territoire dit « métropolitain ». Et c'est sur cette dimension que nous vous proposons de nous arrêter.

Notre fédération participe activement aux différents hommages qui se succèdent dans le cadre de ce cinquantième anniversaire. Mais nous avons souhaité y apporter notre propre contribution. A l'instar de l'ensemble des travailleurs, les métallurgistes, loin d'être indifférents ou préservés, ont été confrontés, emportés par ces événements. Il était donc de la responsabilité de leur organisation syndicale d'appréhender chaque composante et chaque situation, afin de s'efforcer de comprendre, guidée par ces valeurs et ces principes, pour agir dans l'intérêt des travailleurs et de

l'ensemble des populations. Cette responsabilité demeure aujourd'hui et le besoin d'analyse même rétroactif reste essentiel.

Durant toute cette période, nos capacités de rassemblement et d'intervention ont été mises à rude épreuve. Militants et syndiqués ont dû mener une bataille quotidienne pour assurer l'information et gagner la prise de conscience des travailleurs sur les enjeux de paix, de dignité et de justice sociale que sous-tendait ce conflit. Comment y sont-ils parvenus ?

Pour préparer cette initiative nous nous sommes replongés dans les documents et les publications ayant trait à cette période. Le numéro spécial de la revue de l'IHS CGT de l'île de France : **Mémoires Vives**, fut un outil précieux. Ce qui est frappant, c'est la conjonction d'éléments qui ont dû peser et influencer sur la perception des faits et la capacité de réaction. Notre passé est aussi celui d'un empire et le succès populaire de l'exposition coloniale de **1931** n'est pas un accident. Il est le reflet d'une conception du Monde qui a laissé des traces dans la conscience nationale. Lorsqu'éclate la répression des forces françaises à Sétif en **mai 1945**, le rôle et la place des indigènes que l'on appellera plus tard les « *Français musulmans d'Algérie* » n'est en rien celui que l'on pourrait attendre d'une démocratie moderne. Prétendre que la classe ouvrière dans son ensemble était acquise aux principes d'égalité serait nier les réalités d'une époque. Un aveuglement aussi dangereux consisterait à ne pas accepter que le racisme et la xénophobie traversent aujourd'hui



Les dossiers de la métallurgie CGT

encore le salariat dans toutes ces composantes.

Le début des hostilités, en **1954**, n'éclate pas dans un ciel serein. La défaite de **Diên Biên Phu** vient de mettre un terme à la guerre d'Indochine. Le drame du peuple vietnamien est loin de s'achever mais pour la population française l'aspiration à la paix est réelle. Quel regard porte-t-elle sur ce nouveau foyer de violence ?

Le plus difficile aux générations actuelles pour se mettre en situation est la perception d'un Monde scindé en deux blocs antagonistes et le climat de guerre froide qui redimensionnait chaque événement. Les expressions, les initiatives, les interventions syndicales et politiques d'alors n'échappaient pas à cette réalité. Le poids, l'ingérence des deux puissances que constituaient **l'URSS** et les **USA** tendait à donner à chaque réponse un caractère exclusif et définitif.

L'année **1956** constitue un tournant. L'accession de **Guy Mollet** à la présidence du conseil, élu sur la base de la recherche de la paix en Algérie, se traduit dans les faits par l'envoi des rappelés du contingent et l'angoisse pour des centaines de milliers de familles. Le débat politique se trouve pollué par le vote des pleins pouvoirs, l'intervention soviétique à **Budapest** et la publication du rapport **Khrouchtchev**. Tout cela diffuse troubles et interrogations dans le monde communiste et participe à son isolement. Chez les travailleurs la perplexité, le flottement est perceptible. L'aventure de **Suez** en fin d'année et la montée en puissance du poujadisme accentuera le climat délétère.

Une telle conjonction d'événements n'est pas très favorable à la perception des expressions de la CGT surtout si nous y ajoutons la censure d'état et parfois même la saisie des journaux et publications. Pourtant, pas à pas, vont grandir dans l'opinion des exigences liées aux droits du peuple et à la reconnaissance du fait national algérien. Au fil du temps sera posé le principe de l'autodétermination, d'un cessez-le-feu et de négociations en lien notamment avec le coût économique de cette guerre, au détriment des besoins des

populations et de la satisfaction des revendications. Si le débat est sans cesse alimenté, la prise de conscience n'est pas toujours au rendez-vous. Chez les appelés la résignation prend souvent le pas sur l'indignation. On attend la quille et les jeunes militants qui ont refusé de partir en Algérie se retrouvent isolés alors même que le ballet des cercueils traversant la Méditerranée s'amplifie.

La dégradation de la situation permet au **général de Gaulle** de s'emparer du pouvoir par effraction en **mai 1958**. Son référendum ne rencontre que 20 % d'opposition. Le chemin de la prise de conscience paraît toujours plus long. D'autres voix se font entendre : le **6 septembre 1961** paraît le manifeste des **121** qui est une déclaration sur le droit à l'insoumission. Au sein des forces algériennes de libération, les orientations politiques divergentes et les enjeux de pouvoir tournent au règlement de comptes. L'impôt révolutionnaire est instauré, parfois avec violence, les assassinats et les exécutions de travailleurs algériens ont lieu jusque devant les portes des usines – et même à l'intérieur comme se sera le cas une fois chez **Renault**. Le **FLN** tente de porter la guerre sur le territoire français par le biais des attentats. Une part de l'opinion publique française en vient à réclamer l'indépendance avec un objectif : **« on les vire et ils rentrent chez eux ! »**.

Les deux dernières années seront les pires. L'Algérie est asphyxiée par la répression et les attentats. Le **22 avril 1961** c'est le putsch des généraux d'**Alger**. CGT et PCF se mobilisent pour faire barrage à toute éventualité de coup d'état militaire. Le **5 octobre Papon**, préfet de police publie un communiqué de presse instaurant le couvre-feu discriminatoire, **« conseillant »** aux algériens de rester chez eux entre 20 heures 30 et 5 heures du matin. Il l'accompagne de ces consignes aux forces de l'ordre : **« réglez vous même vos affaires avec les Algériens. Si vous vous sentez menacés, tirez, vous êtes couverts »**. Le **17** a lieu la seule manifestation spécifiquement algérienne en France en huit ans de guerre. Le chiffre exact des victimes reste encore incertain mais on tue ce soir là dans les rues de Paris, les cadavres flottent dans la Seine. D'autres, on ne sait combien, frappés, incarcérés seront expédiés en Algérie dans les jours qui suivent.

Notre camarade **Claude Poperen** alors en responsabilité à **Renault Billancourt** avouera : **« il y avait plus de malaise que de colère devant la brutalité policière. La réaction au lendemain de ce drame n'aura rien à voir, il faut malheureusement le reconnaître, avec celle que nous avons connue au lendemain de Charonne »**.

Charonne, quatre mois plus tard, le **8 février 1962**. La volonté de faire taire toute contestation à coups de matraque est plus que jamais à l'ordre du jour. A l'appel de la CGT, de la CFTC et de l'UNEF, plus de vingt mille manifestants convergent vers la Bastille. Les forces de police chargent. Il y aura neuf morts, tous syndiqués à la CGT et des dizaines de blessés. Le **13 février** les obsèques seront suivies par un million de personnes. Comme le dira **Henri Malberg** : **« la France populaire, profonde, comme dans les moments historiques se mit en mouvement. La tristesse s'accompagnait du sentiment d'écrire une page de l'histoire et de la certitude que plus rien ne pouvait s'opposer à la fin de la guerre. »**

Mais au-delà des accords signés le **18 mars 1962**, il y aura encore les actes de désespoir, le délire meurtrier de l'**OAS**, et puis l'accueil des rapatriés et le maintien de liens de solidarité avec le peuple algérien.

A évoquer ces quelques dates, ces faits dramatiques, cette succession d'avancées et de reculs, on s'interroge sur la force qui a permis à des femmes et des hommes de poursuivre la lutte inlassablement et de persister dans cette bataille souvent cruelle et interminable. C'est de ce travail quotidien, de cet effort de persuasion de chaque instant pour gagner les consciences et ouvrir un chemin pour la paix, la dignité et la justice sociale, que nous vous invitons à témoigner.

Les initiatives et les publications de la Fédération auront été nombreuses tout au long de ces années. Les métallurgistes ont été acteurs de ces **« événements »**. Nous avons de multiples exemples comme celui emblématique de l'usine **Renault de Boulogne-Billancourt** ; ce laboratoire social, pilote de la modernisation mais aussi bastion CGT avec ses **36 000 salariés**, dont 80 % d'ouvriers parmi lesquels **4 000 travailleurs algériens**. Comme me le disait un camarade : **« sur le dossier de l'Algérie, on avait tout sur place. »**

A aucun moment la CGT n'a renoncé à

Les dossiers de la métallurgie CGT

l'expression ni à l'action revendicative. Elle a poursuivi la construction du rapport de force mais l'Algérie et le sort de ses populations a tenu une place considérable dans l'activité syndicale. C'est pour remettre en perspective ce travail de fond, permanent, que nous avons sollicité des camarades, témoins mais aussi acteurs de premier plan, pour apporter leur témoignage. Cet éclairage nous permettra de tirer les enseignements de cette douloureuse période et de nous armer pour les défis d'aujourd'hui et de demain.

Claude POPEREN



La période de la guerre d'Algérie fut effectivement difficile. Par rapport à la lutte que nous avons menée contre la guerre d'Indochine, les choses étaient plus difficiles. La bourgeoisie avait en effet ancré à l'esprit que l'Algérie n'était pas une colonie comme les autres. Chaque élève français avait appris à l'école primaire que l'Algérie, c'était trois départements français. Il ne faut pas non plus oublier que des centaines de milliers de jeunes avaient fait leur service militaire là-bas. Dès le départ, les attentats dans les Aurès – notamment l'assassinat d'un jeune couple d'enseignants – avaient suscité une certaine réprobation. Il y avait à l'époque beaucoup d'Algériens en région parisienne, notamment dans les grandes entreprises de la métallurgie qui employaient des OS. Ils votaient massivement à la CGT et y étaient syndiqués dans les mêmes proportions que les Français (6 000 sur 36 000 adhérents). Ils faisaient aussi massivement confiance, avant la guerre, au **MLTD** (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) de **Messali Hadj**, devenu plus tard **MNA** (Mouvement national algérien). Ils ont ensuite rejoint le **FLN**, beaucoup pour des raisons idéologiques mais d'autres sous la contrainte et par des violences qui purent aller jusqu'à des assassinats. Tout cela avait contribué à créer une situation compliquée. Il y avait de tout, depuis ceux favorables à l'Algérie française à ceux qui pensaient que les Algériens avaient le droit à disposer d'eux-mêmes, et donc à l'indépendance. Si nous avons contribué à gagner, c'est parce que nous sommes restés fidèles à cette démarche, y compris dans les

moments les plus difficiles, lorsque nous étions très isolés – et il est vrai que l'intervention soviétique à **Budapest** n'a pas arrangé les choses. Le jour où cela s'est produit, j'étais très heureux que l'on ait sauvé le système socialiste en **Hongrie** mais, en arrivant à l'usine le lendemain, un ouvrier a déchiré sa carte de la CGT devant moi et m'a craché à la figure.

La campagne pour les élections législatives de l'automne **1955** avait levé un grand espoir : le parti communiste avait mené une grande bataille et la **SFIO** s'était prononcée pour la paix en Algérie, même si c'était avec une certaine prudence.

On pouvait donc espérer que les choses iraient dans le bon sens. Malheureusement, dès que **Guy Mollet** est allé en Algérie, où il a été reçu par les pieds-noirs ultras, il leur a immédiatement cédé. Dans les semaines qui suivirent, ce furent les pouvoirs spéciaux, qui donnèrent ultérieurement les pleins pouvoirs à l'armée, puis le rappel du contingent. J'ai alors senti plus qu'un malaise chez les ouvriers algériens de Renault. Ils avaient le sentiment que nous les avions abandonnés. Le lendemain du vote des pouvoirs spéciaux avait lieu une réunion de la commission algérienne de notre syndicat, qui regroupait les délégués du personnel algériens. Il y avait en tout et pour tout deux communistes algériens, dont l'un était secrétaire de la section du parti communiste, et nous en avons pris « *plein la tête* ». Heureusement que la séance a été levée à minuit pour permettre à chacun de prendre le dernier métro car sinon, nous en aurions eu jusqu'à deux ou trois heures du matin. Ils avaient le sentiment que nous les avions sinon trahis, du moins abandonnés et que nous ne faisons pas pour eux ce que nous avons fait pour la guerre d'Indochine. Cela s'est d'ailleurs traduit dans les faits puisque nous avons perdu les élections au comité d'établissement deux mois plus tard. Lors du meeting du **1^{er} mai** organisé par notre UD, un camarade algérien a même été sifflé lorsqu'il a voulu prendre la parole.

Tout cela a duré. Il n'y avait alors rien d'autre qu'une bataille d'idées. J'étais à l'époque au bureau de l'USTM et il y avait peu de réunions lors desquelles nous ne discutons pas de l'Algérie, des initiatives que nous pouvions prendre, des difficultés auxquelles nous étions

confrontés et de nos résultats dans les entreprises.

Avant le **17 octobre**, deux événements contribuèrent à une prise de conscience. Le premier fut la tentative de putsch dit « *des barricades* », suivi d'une réaction très forte de la CGT appelant à des débrayages, puis, un an plus tard, le putsch des généraux. Ces généraux étaient les mêmes que ceux qui avaient amené **de Gaulle** au pouvoir suite au putsch du **13 mai 1958**. Ils avaient eu le sentiment d'être trahis par lui, qui leur avait dit « *je vous ai compris* » avant de négocier avec le **FLN** quelques années plus tard. Il y eut donc une prise de conscience et après le putsch des généraux d'**avril 1961**, le bureau de notre syndicat s'est réuni à la demande de la fédération de la Métallurgie. **Michel Debré** avait appelé à se dresser face aux soldats. Nous avions dit d'accord mais en précisant que nous n'irions pas les mains nues, que **Dreyfus** devait aller voir le général **de Gaulle** et lui demander des armes. Nous avons également décidé de ne pas prendre le travail à l'embauche et d'appeler immédiatement à la grève. A 4 heures du matin, **Vernier-Palliez**, l'adjoint de **Pierre Dreyfus**, m'appela pour me dire que ce dernier était allé voir le Président, qu'il lui avait dit que tout était fini, que les parachutistes étaient rentrés dans les casernes et qu'il n'était pas question de nous donner des armes. Malgré cela, nous n'avons pas repris le travail le lendemain à l'embauche mais à la différence d'autres grèves, celle-ci fut discrète. La direction de Renault avait visiblement reçu des consignes pour laisser faire et nous avons organisé un très grand meeting. Je n'avais rien vu de tel à Billancourt depuis **1949**. Le hall de l'île Séguin était plein et, ce jour-là, nous avons marqué des points.

S'ensuivit une période où grandit l'exigence d'en finir avec la guerre d'Algérie, ce qui ne pouvait passer que par l'indépendance. Il y eut cette décision de **Maurice Papon** d'imposer le couvre-feu aux Algériens vivant en France mais il ne faut pas oublier qu'il y avait au dessus de lui **Roger Frey**, le ministre de l'intérieur, **Michel Debré**, le premier ministre, et le général **de Gaulle**. Le **17 octobre**, l'un des responsables du **FLN** vint donc me dire qu'il y aurait une grande

Les dossiers de la métallurgie CGT

manifestation d'Algériens, que la répression serait dure et qu'il risquait d'être arrêté. Il est quand même revenu le lendemain mais il manquait une centaine de travailleurs dont nous n'avons pas su s'ils avaient été tués ou arrêtés. Là encore, l'exigence de paix grandit et il y eut beaucoup de sympathie envers les Algériens, même s'il n'était pas question d'appeler au débrayage car nous serions allés à l'échec. Nous avons quand même multiplié les prises de parole aux portes des usines et dans les ateliers, malgré les risques de sanction.

Petit à petit, le mouvement est monté. Il y eut ensuite les attentats de l'OAS, qui touchèrent notamment des permanents de la CGT. J'ai moi-même reçu d'Algérie deux lettres contenant des menaces de mort. Fort heureusement, il y eut une réaction, avec des manifestations. Nous en avons organisé plusieurs le soir, à la sortie du travail, et pas seulement chez Renault. Il y eut aussi la manifestation de la CGT le 19 décembre, réprimée avec une grande violence et qui déclencha enfin une réaction chez les syndicats suivistes. Nous avons aussi organisé des manifestations « spontanées » d'une demi-heure, un samedi après-midi avenue de Clichy par exemple.

Il y eut enfin le soir de Charonne. Chez Renault, on nous avait demandé d'être au pont Sully-Morland à 18 heures 30 mais comme nous sortions de l'usine à 18 heures 15, nous étions arrivés à 19 heures où nous n'avions trouvé personne. Nous avons donc défilé rue de Rivoli, puis autour des Halles, et c'est en reprenant le métro que nous avons appris ce qui s'était passé au métro Charonne. Le lendemain, nous avons donc lancé un nouvel arrêt de travail massif dans l'usine de l'île de Séguin. Nous avons aussi appelé à débrayer le jour des obsèques, ce qu'ont fait beaucoup de salariés.

Il fallut malgré tout continuer car de Gaulle négociait une indépendance partielle, qui n'aurait pas concerné le Sahara et ses puits de pétrole et de gaz. Les négociations ont traîné, il y eut encore des morts inutiles et lorsque les accords d'Evian furent été signés, ce fut un soulagement. Lorsque l'indépendance fut officielle, le 2 juillet 1962, il y eut dans l'usine des rencontres entre Français et Algériens, où tout le monde s'invitait

mutuellement d'un jour à l'autre, et ce fut une période extraordinaire.

Paul LEBOURGEOIS



Mon frère a été tué en Algérie le 27 janvier 1957. Quand la nouvelle s'est sue dans mon usine, tout le monde a débrayé, y compris nos camarades algériens. Nous les avons associés à l'hommage rendu à mon frère car l'un d'entre eux avait eu un fils tué par les parachutistes du général Massu.

Après les événements du 17 octobre 1961, mon camarade Adoum, avec qui je travaillais depuis cinq ans, avait disparu. Nous avons donc débrayé et j'ai demandé au responsable du personnel – un ancien policier qui avait ses entrées à la Préfecture – de me dire où il était. En pleine nuit, je suis alors allé au centre de rétention de Vincennes où les CRS ne me laissèrent pas entrer, mais cela fit vraiment du bruit dans mon usine. Quelques mois plus tard, Adoum réapparut mais il n'était plus le même. J'ajoute que lorsque mon frère a été tué, je suis allé voir un journaliste de L'Humanité qui fit une demi page sur le sujet, avec notamment les lettres du commandant de mon frère me disant qu'ils le vengeraient. On trouve aussi dans le livre d'Henri Alleg sur la guerre d'Algérie le témoignage d'un soldat qui était dans la même compagnie de mon frère et qui raconte comment ils descendirent dans un village pour tout « bousiller ».

André BARBILLAT



Le témoignage de Claude Poperen sur la manifestation de Charonne est intéressant car on oublie souvent qu'il y eut en fait plusieurs manifestations ce jour-là. Il a fait état d'une manifestation partie du pont Sully-Morland, mais une autre partit du pont Marie et remonta la rue des Ecoles avant de se disperser boulevard Saint-Germain. Compte tenu de la répression, les lieux de rassemblement étaient en effet tenus secrets jusqu'au dernier moment.

Quand je suis rentré chez moi après la manifestation, il y avait un grand émoi dans le quartier car tout le monde avait eu des échos du massacre, alors que nous-mêmes n'en savions rien. Le

lendemain matin, quand je suis sorti de chez moi, un camarade me dit même

« ça y est : vous les avez vos martyrs ! ».

Henri BENOITS



Dans son introduction, Claude Ven a rappelé qu'à l'époque « le poids, l'ingérence des deux puissances que constituaient l'URSS et les USA

tendait à donner à chaque réponse un caractère exclusif et définitif ». C'est l'idée clé qu'il faut comprendre si l'on veut juger ce mouvement général, que j'ai personnellement vécu dès 1944. Il y eut d'abord une tentative pour faire du 1^{er} mai 1945 une journée d'activité, dans l'idée de lutter contre le fascisme, mais les sections syndicales de la région parisienne refusèrent de travailler ce jour-là. Cela aurait été d'autant plus stupide que des coupures de courant interdisaient de toute façon toute activité, mais il y avait aussi dans cette décision un caractère politique que les camarades comprirent parfaitement.

Des militants algériens participèrent au défilé du 1^{er} mai 1945, soit sept jours avant la fin de la guerre. Certains portaient un brassard vert, la couleur du PPA-MTLD. Ils brandissaient le poing en demandant l'indépendance de l'Algérie devant la tribune où la CGT était représentée, ce qui m'avait profondément touché.

Puis, le 8 mai 1945 eut lieu une manifestation de célébration de la fin de la guerre à Sétif. Les nationalistes algériens réclamèrent l'indépendance au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes prévu dans la Charte Atlantique. Il faut d'ailleurs bien comprendre qu'il y eut continuellement une résistance en Algérie depuis celle d'Abd el-Kader qui commença en 1830 et dura quinze ans. C'était un mouvement profond chez un peuple spolié. L'Algérie présentait en effet la caractéristique de faire partie de la France. C'était une colonie de peuplement, avec des colons venus de France et qui, depuis 1830, avait exproprié, exploité les Algériens et leur avaient attribué une condition inférieure.

1945 vit le début d'un grand mouvement non seulement en Algérie mais dans de nombreux autres pays. La moitié de l'humanité était en insurrection, de la Chine aux pays du Tiers-Monde. Ce fut

Les dossiers de la métallurgie CGT

un grand mouvement, indépendant de l'affrontement entre l'URSS et les Etats-Unis, et dont nous eûmes le tort de ne pas saisir toute l'importance historique.

C'est dans ces conditions que j'ai été appelé par les camarades algériens de mon entreprise à faire certaines choses, parfois très concrètes. Fin **1960**, le camarade **Ziani**, ancien communiste de Renault qui avait abandonné sa carte en **avril 1956**, vint me voir pour me demander de constituer un réseau afin de faire parvenir à tous les camarades emprisonnés en France ou en Algérie 50 francs de la part du **FLN**. Il me présenta celui qui devait me remettre la somme nécessaire. Ce camarade se présenta et je lui demandai s'il était sûr que cet argent leur parviendrait. Il me répondit alors que des négociations secrètes se déroulaient parfois avec le gouvernement **Debré**. Au cours de l'une d'entre elles, nous avons donc demandé la garantie que cet argent parviendrait bien aux prisonniers et nous l'avons obtenue du garde des Sceaux. En **août 1961**, c'est précisément ce garde des Sceaux qui fut éliminé du gouvernement – il appartenait probablement à cette tendance qui cherchait le compromis nécessaire – et l'on assista à une radicalisation de la part de **Michel Debré**, avec le rappel en tant que préfet de Paris de **Maurice Papon**, qui avait fait ses classes à la préfecture de **Bordeaux** sous l'Occupation en organisant la déportation, puis fut préfet de **Constantine** où il obtint le meilleur bilan en matière d'extermination des résistants algériens. Lorsqu'il fut nommé préfet de Paris, **Michel Debré** lui laissa quartier libre pour organiser la répression.

D'après mes camarades algériens, si ces négociations secrètes avaient échoué, c'est parce que les Français ne voulaient pas admettre l'indépendance de l'Algérie. Après de nombreuses discussions, ils ont quand même accepté de la négocier pour la région côtière mais pas pour le Sahara où l'on venait de découvrir des gisements de gaz et de pétrole. Cette solution était absurde mais la question fut résolue par les accords d'**Evian**.

A propos des rapports entre communistes et syndicalistes algériens, je reste aujourd'hui marqué par un épisode. En **1945**, il y eut une certaine coupure avec les travailleurs immigrés mais vers **1950**, la CGT se

réorienta vers eux et constitua une commission africaine. Certains militants algériens occupèrent alors des postes à responsabilité au sein de la CGT – et je tiens à saluer la Confédération pour avoir su les mettre en valeur, à l'image de **Larbi Bendaoud**, qui faisait partie des centralistes du **MTLD** qui rejoignirent le **FLN** fin **1955**. Il y avait aussi chez Renault des communistes algériens comme **Ali Larbaoui**, membre du CE, qui s'était présenté pour le parti communiste aux élections de **1951** à **Tizi-Ouzou**, **Omar Ouahdj**, autre membre du comité d'entreprise, ou **Arezki Ziani**, membre du Comité fédéral des Hauts-de-Seine. Au moment du vote des pouvoirs spéciaux, ils me dirent que, pour eux, c'était tout le peuple français qui, par le biais de l'Assemblée nationale, avait voté les pouvoirs spéciaux pour intensifier la guerre – et comme cela a été rappelé hier dans *L'Humanité*, ce vote est aujourd'hui considéré comme une erreur. J'ajoute que s'ils ont quitté le parti communiste, ils n'ont en revanche jamais quitté la CGT, ce qui montre que les rapports y étaient d'une autre nature. Ils avaient en effet parfaitement compris qu'ils faisaient partie de la classe ouvrière même s'ils ne partageaient pas les choix politiques des uns ou des autres.



Alban LIECHTI

On pense toujours qu'au moment de la guerre d'Algérie, le parti communiste encourageait les actions collectives et que les actions personnelles étaient mal vues. Pour ma part, j'ai mené une action individuelle et n'ai pas été exclu du parti communiste pour autant. A l'époque, on se référait beaucoup à **Lénine**, qui pensait qu'il fallait entrer dans l'armée et essayer d'y obtenir le grade le plus élevé avant de retourner les armes contre les supérieurs ou contre l'ennemi. Mais **Lénine** disait aussi qu'il ne fallait jamais obéir à des ordres contraires à son honneur, ce que peu de gens rappelaient mais que j'avais personnellement lu.

Pour moi, l'histoire du Monde, c'est la fabuleuse histoire d'êtres humains qui recherchent le bonheur de vivre dans un monde de liberté, d'égalité et de fraternité, un monde de paix et de justice. Depuis que les premiers hommes sont apparus sur terre, voici des millions d'années, les capacités

humaines se sont développées de manière fabuleuse. Des hommes des cavernes aux cosmonautes de l'espace, c'est une très longue histoire très riche en enseignements, et il ne s'agit que du début de l'histoire de l'humanité qui se poursuivra pendant encore de longues années car l'avenir sera certainement beaucoup plus long que tout ce que nous pouvons imaginer aujourd'hui. Cette histoire est passionnante mais il existe différentes façons de la raconter. Quand j'étais enfant, j'ai souvent entendu dire qu'il y avait toujours eu des guerres et qu'il y en aurait toujours. Je n'étais pas d'accord avec cette idée et voulais prouver le contraire. L'Histoire n'est racontée dans les livres que par le biais d'individualités et d'exploits guerriers. Nous n'apprenons pratiquement que des dates de batailles ou de guerres. Ce que l'on ne dit presque jamais, c'est qu'il y eut aussi de longues périodes de paix pendant lesquelles les hommes réalisèrent de très nombreuses découvertes techniques, scientifiques ou médicales qui firent progresser toute l'humanité. On oublie de dire que l'Histoire est faite non par des individualités mais par les peuples du Monde entier.

Mes parents ont fait de la Résistance pendant la **deuxième guerre mondiale**. Ils ont caché un juif chez eux et l'ont aidé à passer en **Espagne**, puis au **Maroc**. Très jeune, j'ai donc été confronté aux crimes des SS et à la mort de beaucoup de soldats allemands dans la ville de **Sèvres** à la Libération, ce qui me frappa fortement. C'est à ce moment que j'ai acquis le désir de combattre toute ma vie pour la paix et le bonheur des hommes, en luttant contre le fascisme, contre les guerres et contre toutes les injustices. Je savais ce combat long et difficile mais je m'y suis engagé pleinement.

Ma première grande action pour la paix fut de faire signer l'**appel de Stockholm** pour l'interdiction des armes atomiques et j'ai apprécié comme un succès que ces armes n'aient jamais plus été employées depuis, même si les généraux américains envisageaient de le faire en Corée. Ma deuxième action fut de lutter avec la jeunesse française pour la libération d'**Henri Martin** et de **Raymonde Dien** qui s'étaient opposés à la guerre d'Indochine.

Les dossiers de la métallurgie CGT

Notre succès, c'est qu'**Henri Martin**, condamné à cinq années de prison, fut libéré au bout de trois ans et demi. Quand la guerre d'Algérie a commencé en **1954**, j'ai donc observé les manifestations de soldats rappelés et attendais d'autres actions, en particulier que des jeunes refusent de combattre. Ma troisième action a consisté, en **juillet 1956**, à refuser de partir combattre les Algériens qui luttèrent pour leur indépendance. J'ai alors écrit au président de la République, **René Coty**, pour expliquer mon geste. J'ai été condamné à deux ans de prison par le tribunal militaire d'Alger puis, une fois ma peine purgée, à nouveau envoyé faire la guerre en Algérie en **mai 1959**. J'ai refusé une nouvelle fois de me soumettre et ait été condamné une deuxième fois par le tribunal militaire d'Alger à deux années de prison. A mon retour de la guerre d'Algérie, j'ai été délégué en **1962** au **Congrès mondial de la paix à Moscou**, où j'ai rencontré et fait signer un autographe à **Youri Gagarine**, premier homme dans l'espace. Je continue aujourd'hui à militer contre les guerres, pour le désarmement et la paix, et à siéger au **Conseil national du mouvement de la paix français**.

Je rappelle que la guerre d'Algérie, reconnue comme telle seulement en **1999** par le gouvernement français, n'est toujours pas terminée. Il y a certes eu un cessez-le-feu le **19 mars 1962** mais toujours pas de traité de paix. Je souhaite donc, avec la majorité du peuple algérien et du peuple français, que soit enfin, **après cinquante ans**, signé un traité de paix et d'amitié entre le gouvernement algérien et le gouvernement français, ce qui mettrait fin à une situation lamentable et permettrait des échanges fructueux et normaux, d'égal à égal, entre nos deux pays. J'étais en Algérie le **21 avril 1961**, jour du putsch des généraux. Dès que nous avons appris la nouvelle, nous avons repris nos fusils, au cas où les parachutistes arriveraient, et mis aux arrêts notre capitaine et notre commandant car nous ne savions pas s'ils suivraient les mutins ou le **général de Gaulle**. Le lendemain, ils se dirent d'accord pour rejoindre le **général de Gaulle** et nous les libérâmes. Il y eut des réactions similaires partout en Algérie et, finalement, il n'y eut aucune sanction

contre des militaires, hormis les auteurs du putsch, car ils avaient tous compris que celui-ci était sans espoir. J'ajoute que lorsque j'ai dû purger ma première peine de prison, j'étais jardinier au Bois de Boulogne et sur les **210** personnes qui partageaient mon sort, **200** appartenaient à la CGT. Lorsque je suis allé en prison, ils se cotisèrent de telle sorte qu'ils purent verser pendant six mois l'équivalent de mon salaire à mes parents. Ils m'envoyèrent aussi des télégrammes et des lettres de soutien. Voilà ce que peut être la solidarité au sein de la CGT.

Louis DUFOUR,



ancien secrétaire général de l'USTM du Val-de-Marne

A l'époque de la guerre d'Algérie, je travaillais, à la **SEPR**, à Melun-Villaroche.

C'est à cette époque que j'ai commencé à militer au sein de la CGT contre la guerre d'Algérie. C'est également là qu'au début de l'année **1958**, les gendarmes sont venus m'annoncer que l'un de mes frères venait de se faire tuer.

Puis, à la fin de l'année, je me suis retrouvé à la **SKF**, à **Evry**, où la CGT occupait une place considérable. En **1962**, nous y comptions cinq cellules et 1 400 syndiqués sur 2 500 travailleurs. Que ce soit au niveau politique ou syndical, nous y occupions une place de pointe et avons mené de très nombreuses luttes contre la guerre d'Algérie : arrêts de travail, manifestations, etc. Le lendemain de la manifestation de **Charonne**, ce fut la grève générale. Tout le monde arrêta le travail, sauf notre directeur, au motif qu'il était pour la non-violence.

Ces événements ne nous ont pas gêné pour enregistrer des adhésions à la CGT, au contraire. Ainsi, à l'atelier de la rectification, où travaillaient essentiellement des OS, nous avons créé une cellule d'une trentaine de salariés, sur la base de la lutte contre la guerre d'Algérie.

Henri TRONCHON



J'ai fait mes classes à **Grenoble**, au 93^{ème} régiment d'artillerie de montagne. En octobre ou novembre, on nous a interdit de sortir, demandé de rester en tenue de combat, donné un fusil et un

paquet de huit balles réelles, avec interdiction de l'ouvrir sans ordre. Nous avons su par la suite qu'il y avait eu des manifestations très importantes à Grenoble, les camarades de l'Isère – notamment les métallos – s'étant battus comme des lions. Nous sommes donc restés en état d'alerte 48 heures, puis avons posé notre fusil et rendu les balles. Avec le secrétaire des **JC du Rhône**, nous avons considéré que nous ne pouvions pas rester sans rien faire et avons décidé de faire le mur pour nous rendre à la fédération du parti communiste de l'Isère pendant la nuit, où avons expliqué les choses à nos camarades. Le lendemain matin est alors sorti dans *Le travailleur alpin* une page entière sous le titre « **Etranges manœuvres au 93^{ème} RAM** » et personne ne sut jamais qui lui avait donné ces informations.

Au moment du putsch des généraux, j'étais en **Kabylie**, dans un poste qui comptait une quarantaine de soldats. Face aux tergiversations de notre lieutenant, je pris le commandement du poste avec une grande facilité, avec pour mot d'ordre « **de Gaulle, la République et la quille !** ». Notre chance, c'est qu'il y avait à côté de notre poste une compagnie chargée de la circulation routière, qui comptait dans ses rangs un prêtre stéphanois avec qui j'avais sympathisé et qui avait lui aussi pris le commandement des deux-cents soldats de son poste. Au même moment, il avait été dit qu'un bataillon de chasseurs alpins était parti dans le maquis pour soutenir les généraux factieux. Nous avons donc pris contact avec nos camarades de la troisième batterie, qui avaient mis leurs canons en position de tir, pour leur demander ce qu'ils feraient et ils me répondirent que la hausse et la dérive de leurs canons serait modifiée.

Après la guerre d'Algérie, lorsque j'étais secrétaire de la métallurgie de **Saint-Etienne**, je fus contacté par **Paul Dambrière** qui était alors le secrétaire général des syndicats de la **SGE** (société générale d'entreprise) et devint plus tard secrétaire national de la fédération de la Construction. Il me dit qu'il fallait absolument organiser quelque chose car une entreprise de la métallurgie rapatriée d'Algérie voulait s'implanter à **La Ricamarie**. Or l'arrivée d'une boîte de « *pièdes-noirs* » dans la « *vallée rouge* » ne semblait pas évidente. Nous avons donc organisé une réunion à laquelle prirent part plus de quatre-cents salariés et nous en

Les dossiers de la métallurgie CGT

avons entendu de toutes les couleurs. Mais c'étaient des « pros », qui avaient des problèmes de logement, de salaire et d'emploi parce que cette entreprise avait été implantée sans se préoccuper des conditions d'installation des salariés. Nous nous sommes tenus à nos revendications, en rappelant que ce n'était pas là que l'on réglerait le problème de la guerre d'Algérie et, au final, nous avons fait 260 adhésions. C'était l'une des sections syndicales les plus fortes de l'époque.

Henri MALBERG



J'avais **16 ans** au début de la guerre d'Indochine, **24** au début de la guerre d'Algérie et **32** au moment de la manifestation de **Charonne**. J'ai donc passé **15 ans** de ma vie à m'occuper du colonialisme. Nous n'avons certes pas toujours fait ce qu'il fallait durant cette période mais, rétrospectivement, les communistes français peuvent être fiers.

Avec le recul, la guerre d'Algérie me semble en effet être, plus encore que la guerre d'Indochine, l'un des moments les plus difficiles et les plus compliqués de l'histoire du parti communiste d'après-guerre. Grâce à la CGT, au comité Charonne et au parti communiste, nous avons su célébrer le **50^{ème} anniversaire** de la fin de cette guerre, alors que la droite et une bonne partie de la gauche ne le voulaient pas. Pour notre part, entre la réunion d'aujourd'hui, le numéro spécial de *L'Humanité*, les articles parus dans *L'Humanité* et *La Vie ouvrière*, un rassemblement au métro Charonne, un autre au siège de la CGT, etc., nous avons fait ce qu'il fallait et l'avons très bien fait.

La guerre d'Algérie fait toujours aujourd'hui l'objet d'une rude lutte politique. Le rôle dans cette guerre de cet immense mouvement que représentent la CGT et le parti communiste semble ainsi avoir été totalement éliminé. A entendre certains, c'est la gauche qui a fait les bonnes choses et le parti communiste qui a fait les « bêtises », ce qui n'est pas correct. Cette bataille continuera et je ne suis pas gêné d'entendre des critiques sur ce que nous avons fait à telle ou telle époque mais pour ma part, je pense que le bilan général du parti communiste est honorable.

Pourquoi cette guerre a-t-elle été difficile ? D'abord parce que c'était la dernière guerre coloniale du capitalisme français et qu'il ne voulait pas la perdre. Un habitant sur dix d'Algérie était d'origine française ou européenne, l'armée française voulait se venger de **Diên Biên Phu** et le PS, qui avait été élu pour faire la paix, eut une attitude terrible, avec **Guy Mollet** qui fit voter les pouvoirs spéciaux et **Mitterrand** qui déclara que l'Algérie, c'était la France. Quant à nous, nous étions seuls, très seuls. Les autres grands courants ne se rangèrent aux côtés du parti communiste et de la CGT que très tard.

Je souhaiterais également revenir sur quelques questions chaudes.

Quand les communistes dirent que l'Algérie était une nation en formation, en **1938**, ce fut totalement révolutionnaire. Ils prirent le contrepied complet de tous ceux qui ne voyaient dans l'Algérie qu'une colonie.

En **mai 1945**, je n'y ai vu que du feu. *L'Humanité* avait demandé que l'on punisse les coupables mais, pour notre part, nous étions dans l'incroyable joie de la libération de Paris, de la fin d'Hitler et du bonheur retrouvé. Je n'avais pas compris que la guerre menée au nom de la libération de la France faisait inévitablement penser à celle des peuples colonisés. Le monde occidental avait vaincu le fascisme au nom de la liberté ; une autre partie du monde demandait donc elle aussi à être libérée.

En **1954**, le parti communiste demanda tout de suite une solution pacifique. Il ne présenta pas ceux qui avaient tué le couple d'instituteurs français comme des « sauvages ». Nos camarades algériens eux aussi croyaient encore à une solution pacifique.

Puis ce fut le vote des pouvoirs spéciaux, qui fait l'objet d'un débat au sein du parti communiste. Tous mes camarades de la direction pensent qu'il s'est agi d'une erreur terrible et ils ont sans doute raison. A l'occasion des élections législatives de **1956**, la France venait de dire « **à bas la guerre** » et avait donné une majorité aux communistes et au Front républicain qui regroupait notamment socialistes et radicaux. Mais si nous n'avions pas voté les pleins pouvoirs, on n'aurait pas dit pendant cinq ans aux communistes que la seule chance pour que la gauche tienne ses promesses était de donner sa chance à **Guy Mollet**. Il est évident que nous avons eu tort, mais cela n'a duré que trois mois.

Le **17 octobre 1961**, *L'Humanité* sortit deux éditions : l'une à **20 heures**, évoquant un « **petit incident** », l'autre à **minuit** avec une page entière sur le drame. Pendant une semaine, elle publia tous les jours un article sur le sujet. Je ne suis donc pas d'accord avec ceux qui disent que le parti communiste et *L'Humanité* ont laissé passer le **17 octobre**.

Reste la question des formes de lutte. Je pense que l'une des raisons de l'affaiblissement du parti communiste français – et la raison centrale pour laquelle les pays de l'Est se sont « ramassés » – tient au maniement de la question de la démocratie et de ses contradictions, c'est à dire l'incapacité qu'ils ont eu à dire que ceux qui ne pensaient pas comme eux n'étaient pas leurs ennemis mais des gens qui avaient des choses à leur dire. **Rosa Luxemburg** dit d'ailleurs que la seule liberté est celle de ceux qui ne pensent pas comme vous. Il en va de même pour les formes de lutte. Je continue de penser que nous avons eu raison de refuser tout ce qui pouvait faire penser que nous étions non pas des combattants de l'intérêt de notre pays et des peuples colonisés mais des supplétifs du **FLN**. Notre ligne de conduite était de gagner la majorité du peuple français à l'idée de finir cette guerre et je continue à penser qu'en faisant cela, nous avons contribué à aider le peuple algérien. Cela ne veut pas dire qu'il fallait exclure ceux qui se sont conduits différemment, même si certains d'entre eux sont revenus plus tard. Il n'aurait pas fallu se mêler de cela, leur dire de faire ce qu'ils croyaient bon de faire et admettre que leur chemin était valable, même si ce n'était pas celui choisi par le parti communiste.

Jean-François CARE



Je souhaiterais célébrer ici la mémoire de **Bernard Cagne**. Voici quatre ou cinq ans, il avait pris l'initiative d'inviter **Benjamin Stora** et un autre historien pour évoquer la guerre d'Algérie. Le débat avait vite dérapé et s'était transformé en acte d'accusation contre la CGT et le parti communiste français. **Bernard**, qui m'avait demandé à plusieurs reprises d'intervenir pour rétablir la vérité, s'est

Les dossiers de la métallurgie CGT

finallement levé en rappelant que l'on ne pouvait pas dire de telles choses alors que des centaines de blessés de la manifestation de **Charonne** avaient été soignés dans l'hôpital où avait lieu le débat. Puis il rappela quelle fut la place de la CGT et du PC dans cette bataille pour la paix.

Bernard PEGAUD



Beaucoup ont eu, comme moi, du mal à comprendre pourquoi ils ont été appelés ou rappelés. Nous

ne le savions pas. Lorsque j'ai reçu la visite de deux gendarmes avec une invitation à me présenter au camp de **Satory**, cela a jeté un froid au sein de mon atelier. Par fraternité, mes collègues ont donc débrayé. Puis ce fut le retour, qui ne s'est pas bien passé, mais il y eut à nouveau de la fraternité. Cela paraissait peut-être anodin mais c'était important.

Alain STERN



Je souhaiterais moi aussi évoquer la mémoire de **Bernard Cagne**. A l'époque, **Jean-Claude Poitou** et moi travaillions à

Nanterre et la situation était difficile à l'intérieur de notre usine du fait notamment de l'affrontement entre **MNA** et **FLN**. Certains de nos camarades avaient aussi un fils en Algérie. Par ailleurs, un tiers des travailleurs étaient des camarades algériens qui travaillaient aux fonderies. La police avait tenté d'entrer dans l'usine pour en arrêter certains mais il existait un accord tacite – que nous avons réussi à faire respecter – pour que les policiers n'entrent pas dans l'usine. En revanche, la police attendait à la sortie de notre usine. Notre boulot consistait donc à faire sortir nos camarades autrement que par la porte, c'est-à-dire par un passage que nous avions aménagé derrière l'usine. Or ce que nous ne savions pas, c'est que, de l'autre côté du mur, ils étaient accueillis par des prêtres ouvriers, dont **Bernard Cagne**. Nous avons donc travaillé ensemble sans le savoir pendant quelque temps.



Huguette AZAVANT,



membre du comité Vérité et Justice pour Charonne

Concernant les pouvoirs spéciaux, je rappelle qu'avant leur vote, **Guy Mollet**,

qui était président du Conseil, avait annoncé le **2 janvier 1956** la possibilité d'une paix en Algérie, en parlant d'une guerre « *imbécile et sans issue* ». Or il vira complètement de bord après sa visite à Alger. Le général **Catroux**, qui était alors gouverneur général, fut limogé et remplacé par **Robert Lacoste**, qui justifia plus tard l'emploi de la torture. Comme l'a rappelé **Alban Liechti**, l'Histoire est faite par les peuples du monde entier, et même par le petit peuple puisque nous étions dans la rue, dans des conditions bien difficiles. Or la plus grande partie des historiens fait fi de ce que nous avons fait. Pour eux, cela ne fait pas partie de l'Histoire. Le **comité Vérité et Justice pour Charonne** va donc répertorier et écrire tout ce que les gens ont fait durant cette période : création de comités pour la paix dans les quartiers, de comités de lycéens, de comités antifascistes pour protéger certaines personnes menacées par l'OAS, etc. Aux usines **Renault de Billancourt**, de **Flins** ou du **Mans**, il y eut ainsi des comités antifascistes très actifs dont personne parle jamais. Il faut aussi rappeler qu'entre **1961** et les accords d'**Evian**, voire au-delà, l'OAS fut très active, non seulement en Algérie mais également en France, et que l'une de ses premières victimes fut **Alfred Locussol**, membre du **PCA**, qui avait été expulsé vers la France et qui fut assassiné le **3 janvier 1961**. Par la suite, les attentats de l'OAS gagnèrent en intensité – j'en ai répertorié **82 entre septembre 1961 et le 17 février 1962**.

Le **18 mars** dernier, j'ai participé, en tant que représentante du comité – et avec les représentants d'autres organismes tels que l'Anpromveo, les Amis de Max Marchand, Mouloud Feraoun et leurs compagnons, etc. – à la commémoration des accords d'Evian. Or le palais des festivités d'Evian, où eut lieu la cérémonie, était placé sous



haute sécurité, encerclé par d'anciens parachutistes et des descendants de harkis.

Nous avons également beaucoup travaillé pour donner de l'ampleur à la commémoration de **Charonne**. Il ne faut en effet pas oublier que c'est au lendemain de cette manifestation que **de Gaulle** a donné comme consigne aux négociateurs d'en terminer avec cette guerre. C'est ainsi que tout se termina le **18 mars 1962** à Evian.

Louis DUFOUR



Au début de **1958**, un de mes frères a été tué en Algérie. Nous avons essayé de faire quelque chose le jour des

obsèques et dans un premier temps, j'ai pensé au Mouvement de la paix mais comme il n'y en avait pas en Mayenne, où mon frère devait être enterré, je suis allé voir le secrétaire du parti communiste qui fut d'accord pour venir au cimetière faire un discours dans lequel il dénonça la guerre d'Algérie. Au final, il y eut deux-mille personnes au cimetière et la majorité d'entre elles me dirent que ce qu'elles avaient entendu correspondait à ce qu'elles attendaient.

Alain STERN



Au nom de l'Institut d'histoire sociale de la fédération des travailleurs de la Métallurgie, je remercie tous les camarades qui ont

pris le temps de participer à cette journée. Leurs propos témoignent bien de la bataille qui a été menée et des problèmes qu'il nous reste à surmonter. L'Histoire n'est en effet pas neutre et l'on assiste à une véritable bataille autour de ces questions qui nécessitent d'être encore approfondies. Durant toute cette période, nous avons réalisés des efforts considérables en faveur de la paix en Algérie. Ce fut certes compliqué, sujet à débat, mais dans cette bataille, la CGT n'a pas failli. Elle a au contraire fait son devoir internationaliste et de défense des intérêts des travailleurs, qu'ils soient algériens ou français. Par cette journée, nous voulions contribuer au **50^{ème} anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie** et nous réaliserons une brochure à partir des interventions prononcées aujourd'hui. Si vous voulez y apporter votre contribution, nous la publierons avec plaisir.